



## PREMIER MINISTRE

*Pôle Stratégie, Médias et  
Communication*

Hôtel de Matignon, le 20 août 2013

### **Déclaration de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre**

**Mardi 20 août 2013**

**Marseille**

Monsieur le préfet, messieurs les préfets, mesdames et messieurs les directeurs, monsieur le procureur général, monsieur le procureur, Mon général, mesdames, messieurs, hier, nous parlions de l'avenir de la France. Nous parlions de l'urgence ; nous parlions de l'action à moyen terme, la nécessité de se doter d'un projet d'avenir. Aujourd'hui, accompagné de plusieurs ministres, la garde des Sceaux, Christiane Taubira, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, mais aussi Cécile Duflot et Marisol Touraine qui ont été obligées de repartir plus tôt, et Marie-Arlette Carlotti, je suis venu vous parler de l'avenir d'une ville, d'une cité, Marseille. Les deux sont liés : il y a urgence et il y a le projet.

Monsieur le préfet, messieurs les préfets, il y a un peu moins d'un an, le 6 septembre 2012, j'ai réuni un Comité interministériel à Matignon entouré de nombreux ministres, et nous avons décidé d'une stratégie, d'une ambition pour Marseille et la métropole marseillaise. Nous y sommes ! Et si je suis venu aujourd'hui, plus tôt que je ne l'avais pensé puisque j'avais envisagé de venir à la fin du moins d'octobre – mais j'y reviendrai, je reviendrai sur les raisons pour lesquelles je veux revenir à Marseille – je voudrais d'abord vous parler de l'urgence.

Et l'urgence c'est ce à quoi nous nous sommes attaqués de toutes nos forces depuis maintenant à peu près un an, c'est la question de la sécurité. Il n'y a pas d'avenir pour n'importe quelle société que ce soit, s'il n'y a pas de sécurité des biens et des personnes. Cette question, nous ne nous la posons pas ! C'est une évidence ! C'est une exigence, légitime, des citoyens français, qu'ils soient à Marseille ou ailleurs ! Mais il y a à Marseille, depuis de longues années, des problèmes particuliers qui ont nécessité que nous adoptions une stratégie. Cette stratégie, elle est en œuvre ! Il y a eu des drames ces derniers jours, des homicides, ce jeune homme qui allait chercher quelqu'un à la gare et qui, par hasard, se trouve assassiné. Et puis encore un autre dans une rixe ; et puis les auteurs présumés qui s'en vont à l'hôpital et qui s'en prennent à l'infirmier parce qu'ils ne sont pas soignés assez vite et surtout ils ne veulent pas montrer leurs papiers ! C'est pourquoi j'ai tenu à me rendre ce matin, enfin... pardon, ce midi, d'abord à l'hôpital, pour rencontrer les personnels de l'hôpital de la Conception qui sont en première ligne au service des urgences.

Dans tous les Services des urgences de France, il y a de l'agressivité, il y a des violences. Mais dans les urgences, là où arrivent tous ceux qui ont besoin de soins, envoyés par un médecin, envoyés par les pompiers, envoyés par un ambulancier, ou venant de leur propre gré parce qu'ils n'ont rien trouvé d'autre pour se soigner, c'est vrai que le reflet de la société est là. Et plus la société est violente, plus elle est agressive, plus les services des urgences le sont. Et c'est cette situation que nous connaissons. J'ai vu des professionnels auxquels j'ai rendu hommage, un infirmier qui n'était pas là parce qu'il faut qu'il récupère après avoir été agressé, que je voudrais saluer pour son sens du service public, j'ai vu des hommes et des femmes qui croient à leur métier, qui croient à leur mission de soigner et qui ne veulent pas y renoncer, mais qui m'ont dit : « Nous voulons travailler en toute sécurité. Nous voulons que nos patients soient aussi soignés en toute sécurité ». Eh bien c'est parfaitement légitime.

Demain aura lieu une réunion avec le directeur de l'Agence régionale de santé, avec le directeur général de l'hôpital, les représentants des collectivités locales, principalement la Mairie de Marseille, et bien entendu, les médecins, les responsables des urgences et vous-même, Monsieur le Préfet, et le préfet de Police Bonnetain. Pour trouver des solutions d'urgence, rapides, mais pour inscrire aussi une nouvelle dynamique, pour garantir cette sécurité des personnels et des patients dans le nouveau projet qui est en cours de réorganisation des urgences avec l'hôpital de la Timone. Là, il faut aussi concilier les deux : l'urgence et le projet !

Et s'agissant de la sécurité à Marseille, on me demande : « Alors, vous êtes venu parce que ça ne marche pas ? »... Vous croyez que par un coup de baguette magique, on va résoudre les problèmes d'une telle nature, d'une telle ampleur, d'une telle profondeur ? Non. Mais par contre nous nous y sommes attaqués à bras-le-corps. Nous avons non seulement décidé d'une politique pénale, par une circulaire de la garde des Sceaux, adaptée à la situation spécifique de Marseille, et nous avons dégagé les moyens pour la Magistrature. Nous avons dégagé les moyens pour la Police, pas seulement la Police sur l'espace public, mais aussi la Police d'investigation, la Police judiciaire. Ce sont 230 affectations supplémentaires qui ont été accordées à Marseille. Et tout cela, parce que nous en avons fait le choix, le 6 septembre dernier, le choix prioritaire ! Il faut des mois pour mettre en œuvre tout cela, pour former les personnels ! Et parfois quand ils ne sont pas formés, les prélever sur d'autres lieux ! Nous avons décidé – c'est une des priorités du président de la République – pour le secteur de la Justice, de la Police et de la Gendarmerie, de créer des postes supplémentaires par an, c'est un des secteurs qui est le plus bénéficiaire de ces créations de postes. Eh bien les personnels arrivent ! Ils arrivent peu à peu, formés, et c'est pour ça que j'ai décidé, avec l'accord du ministre de l'Intérieur, d'affecter à Marseille 24 policiers supplémentaires de la Police judiciaire pour faire de l'enquête, de l'investigation, apporter des réponses, trouver les coupables et les remettre à la Justice pour qu'ils soient sanctionnés. Et puis immédiatement, demain matin, une CRS supplémentaire aux 3 qui existent déjà et fidélisées sera présente sur l'espace public. Non pas parce qu'on découvre le problème, mais pour adresser à nouveau un message de mobilisation et de confiance.

J'ai dit que nous avons adopté une stratégie. Mais ça veut dire que la Police – monsieur le directeur départemental je vous en félicite – la Gendarmerie – Mon général, je vous en remercie – sont mobilisés pour se réorganiser ! Ces fameuses zones prioritaires de sécurité (sic) que vous avez mises en œuvre tous les deux – vous êtes venus là souvent et vous y reviendrez, et je vous invite à y revenir, c'est nécessaire que les ministres aillent sur le terrain et ils le font. Je les félicite et je les en remercie – mais ces ZSP, ça ne s'improvise pas ! C'est une nouvelle organisation, un travail différent entre la Justice, le Parquet et la Police, la Gendarmerie, avec les acteurs des autres services publics locaux, avec les élus locaux ! C'est qu'on fait de l'investigation, on ne fait pas simplement de la présence ! Et donc ça, c'est en place pour les quartiers Nord comme pour les quartiers Sud. Mais sans oublier le centre-ville, avec une nouvelle organisation de la présence policière et qui obtient des résultats.

Les résultats sont là. Est-ce qu'ils sont suffisants ? Bien sûr que non, par rapport à la demande sociale. Il faudra persévérer, il faudra aller plus loin mais quand vous voyez les atteintes aux personnes baisser de près de 74 % depuis le début de l'année, des atteintes aux biens de près de 9 %, les vols avec violence, de moins 18%, les cambriolages de moins 20 %, s'agissant du centre-ville, les résultats sont encore meilleurs – je pense par exemple à ces fameux vols d'arrachage des colliers qui est une spécialité marseillaise – on est à plus de 60 % de baisse. Vous me direz « est-ce que ça suffit ? »... Non. Mais la baisse de la délinquance, de la petite délinquance, de la délinquance de rue, de la délinquance qui pourrit la vie des gens est en baisse. Par contre, les homicides, il y a une réduction, si on fait des comparaisons mais moi, je ne veux pas faire des comparaisons d'une année à l'autre, il faut s'attaquer à la racine du mal ! C'est ce que nous sommes en train de faire.

Quelqu'un a dit tout à l'heure – et je ne sais plus, plusieurs élus l'ont dit – que c'est la première fois que l'Etat – Police, Justice – s'intéressait au quartier de la Castellane, c'est un quartier célèbre. C'est vrai ; je m'y suis rendu il y a quelques années, je n'étais pas Premier ministre. J'ai vu un quartier plutôt calme. En parlant avec les jeunes, avec les familles, j'avais eu le sentiment – mais ce n'était pas qu'un sentiment, c'était une impression – d'abandon ! Il n'y avait rien, pas de services publics, même pas une salle pour se réunir ! J'imagine pour l'emploi des jeunes, j'imagine pour l'Education. Mais c'est un quartier qui apparaissait assez calme. Et si l'Etat que nous représentons se limite à cela, en disant « mais c'est calme, il n'y a rien à faire », alors nous ne sommes pas à la hauteur de nos responsabilités ! Parce que nous savons que ça cache une réalité souterraine qui est celle du trafic de drogues ! Et quand le trafic de drogues s'est emparé d'un quartier, ou lorsqu'il s'empare d'une ville, alors vous verrez le silence, vous verrez la prudence, parce qu'évidemment, ceux qui l'organisent et qui en bénéficient, en sont les bénéficiaires, font tout pour qu'il n'y ait pas de vagues et qu'on ne vienne pas les déranger. Eh bien aujourd'hui, s'il y a ces règlements de comptes, c'est en partie parce que le travail de la Police et de la Justice est en train de porter ses fruits et parce que nous dérangeons. Comme je le disais tout à l'heure, « nous sommes en train de secouer le cocotier » ! Et à la Castellane, il y a eu des résultats. Et l'opinion publique française a pu voir qu'il y avait, dans certaines armoires, dans certaines armoires, des centaines de milliers d'euros, même 1,3 million d'euros en billets, ce n'était pas de l'argent gagné normalement, c'était l'argent du trafic ! C'est à cela que nous voulons nous attaquer. Et nous allons réussir.

Mais nous ne le ferons pas, je le répète encore une fois, en quelques mois, c'est un travail en profondeur. Pourquoi ces rapports en Police judiciaire ? Parce que c'est là qu'il faut agir. Et donc on dérange ! « On secoue le cocotier », et on s'attaque au portefeuille ! Ça fait longtemps qu'on le dit, qu'on l'écrit qu'il faudrait s'attaquer aux signes extérieurs de richesse d'un certain nombre de gens qui vivent... Mais encore certains s'en cachent, d'ailleurs leurs signes extérieurs de richesses sont discrets, ils mettent leur argent plutôt ailleurs par des systèmes de blanchiment. C'est pourquoi TRACFIN n'a jamais été autant mobilisé. C'est pourquoi la Douane n'a jamais autant mobilisé. C'est pourquoi la Police de l'air et des frontières n'a jamais été autant mobilisé ; pour surveiller aussi bien les aéroports mais aussi bien au niveau du portuaire ! Parce que Marseille, c'est donc aussi un port. Donc ce travail est en cours. Il va se poursuivre et il se fera avec force, détermination, sans aucune faiblesse, je le dis ici devant vous. Les moyens qui vont être mis à disposition et qui vont arriver sont là pour renforcer, mesdames et messieurs, votre travail. Et je crois que vous pouvez être fiers de ce que vous faites. C'est difficile, mais il faut que les Français sachent, il faut que les Marseillais sachent que vous le faites avec courage et avec compétence, avec professionnalisme, avec la volonté d'aller devant, y compris avec la population, même lorsque la population légitimement crie sa colère, son exaspération, son impatience. Et vous allez au contact, vous échangez, en présence des élus et je vous en remercie et je vous encourage à continuer.

Mais je crois à la réussite de cette ville. C'est aussi l'autre message que je voudrais adresser. Lorsque je suis venu, après la réunion du Comité interministériel, j'ai rencontré un certain nombre d'élus. Lorsque je reviendrai en octobre, c'est pour négocier un contrat de projet pour la métropole marseillaise. Je vois tous ces gens, Jean Viard l'expliquait très bien tout à l'heure, qui sont venus du monde entier pour voir Marseille changer, capitale européenne de la Culture, moi j'étais venu la lancer, c'était le président de la République qui devait le faire, mais c'était le jour où nous avons engagé, où il a engagé les Forces françaises au Mali. Il est revenu depuis, à l'inauguration du MuCEM, et on voit la fierté des Marseillais, pas seulement des gens de Marseille, du pays provençal, de toute cette région, parce qu'on a besoin de fierté pour réussir et pour avancer dans n'importe quelle entreprise, pour soi-même, pour une collectivité, pour une ville, pour une nation ! Et donc c'est pourquoi je fais le lien entre le projet français et le projet marseillais, car Marseille est une ville qu'on aime, une ville qui a son histoire, qui a son identité, sa spécificité, et qui peut jouer un rôle extrêmement important pour l'avenir de notre pays où justement, nous avons besoin de métropoles fortes, mais qui règlent leurs problèmes, qui portent les projets, qui créent de la dynamique et qui permettent à ceux qui vivent là, qui habitent là, de voir un chemin pour eux ou pour leurs enfants.

Donc je reviendrai, mais pas pour parler théorie ! L'Assemblée nationale a voté dans les mêmes termes que le Sénat, le projet de loi portant sur la création d'une métropole à l'échelle de Marseille-Provence-Aix. Il faut prendre ça comme une chance ! Bien sûr qu'il y a des habitudes à changer, des craintes sans doute qui s'expriment, mais moi, je ne viens pas là pour déranger, je viens là pour mobiliser, et j'appelle chacune et chacun, au-delà de leur sensibilité politique, à écouter la société civile, les hommes et les femmes des associations, des entreprises, des écoles, des services publics, de l'université, qui ont envie de s'engager pour la réussite de ce territoire. Et je viendrai avec des propositions sur les déplacements, les transports, sur la rénovation urbaine, sur l'éducation, sur la lutte contre l'exclusion et le décrochage scolaire, pour l'emploi des jeunes ! Il y a des opportunités à saisir. Je le vois bien, ici les emplois d'avenir, il pourrait y en avoir davantage ! N'attendez pas que je revienne au mois d'octobre ! Signez les contrats ! Encouragez ceux qui veulent les proposer à la jeunesse !

Et puis ensemble, je crois que nous réussirons. Je proposerai aussi au président de la Région le Contrat de plan qui ira au-delà de la métropole, qui portera sur toute une série de grandes questions, l'innovation, la recherche, les grandes infrastructures de transports – je pense à cette liaison ferroviaire nécessaire entre Marseille et Nice qui fait aussi partie des priorités nationales – et puis donner de la place à la créativité, à l'innovation, la possibilité pour les jeunes de créer des associations, de créer des entreprises, de montrer que le talent existe, qu'il est partout et que c'est sur ce talent que nous voulons nous appuyer pour préparer la suite, préparer l'avenir.

Mais comme l'a dit un élu tout à l'heure, « s'il n'y a pas la sécurité, si l'insécurité physique, et s'il y a en plus la pauvreté, alors on n'avance pas ». Moi, je veux régler les deux. C'est la volonté du gouvernement. Je voulais vous le dire. Il y a déjà des résultats qui sont là, mais surtout il ne faut pas baisser les bras. C'est un message d'espoir que j'adresse, pas un message d'espoir virtuel, basé sur une volonté, exprimée dès le premier jour, et je ne suis pas venu, encore une fois, tout à l'heure, pour uniquement exprimer ma solidarité avec les personnels hospitaliers victimes d'agression ! La compassion ne dure que quelques instants et ce n'est pas ce qu'attendent les gens que j'ai vus. Ils attendent qu'on construise quelque chose avec eux. Mais qu'on leur fasse aussi confiance. Chacun a sa part de responsabilité ! Mais le gouvernement, qui dirige l'Etat, en a une particulière. Donc si je suis venu avant de revenir fin octobre, c'est pour dire tout cela, c'est pour dire que le gouvernement va continuer, va continuer à se battre et que si Marseille a besoin de la France, la France a aussi besoin de Marseille.

Il y a peut-être une ou deux questions auxquelles je suis prêt à répondre avant de repartir pour Paris... S'il n'y a pas de questions, je... Je partirai plus tôt... Oui, Monsieur Mazerolle... Et après... J'ai dit 2 questions. Vous êtes...

**FRANÇOIS TONNEAU, DE LA PROVENCE**

Ce serait dommage de vous laisser partir comme ça !

**JEAN-MARC AYRAULT**

Je vais...

**FRANÇOIS TONNEAU**

François Tonneau, LA PROVENCE ; on a le sentiment, malgré votre discours, de combativité, que malgré les multiples visites des uns et des autres, la situation est toujours la même. On a le sentiment que – et c'est un sentiment qui est partagé dans la population et chez certains élus y compris dans vos rangs – que rien n'est réellement visible. Est-ce que 24 policiers, fussent-ils d'investigation, et une compagnie de CRS suffiront à faire passer un message ?

**JEAN-MARC AYRAULT**

Ecoutez, je souhaite qu'à chaque fois qu'il y a un résultat, qu'une bande a été démantelée, qu'on mette en valeur ces résultats. Il y a des résultats qui sont frappants en matière de sécurité sur l'espace public, en matière de petite délinquance, j'ai donné des pourcentages à deux chiffres, ils sont très importants. Et c'est grâce à la réorganisation et à la présence sur le terrain, ZSP comprises, mais pas seulement puisque le centre ville est de la même façon concerné. Mais ce qui est le plus dur, et vous le savez bien, vous en êtes conscients, c'est de casser les gangs et l'économie souterraine. Celle qui est liée au trafic de drogue. C'est le plus difficile. Et j'ai le devoir de vous dire, comme le font mes collègues qui viennent ici sur place et qui reviendront, ministre de l'Intérieur comme la garde des Sceaux, que ce travail en profondeur doit être fait. C'est d'abord un travail de renseignement, très important, donc dans la circulaire de politique pénale c'est un élément stratégique ; c'est aussi tout ce qui à trait au niveau de vie, observation, témoignages. C'est une action sans relâche. Il ne suffit pas de venir quelque part et casser les bouteilles pour que les choses se règlent. Il ne suffit pas de venir dans une cave et vider la cave et penser qu'après il n'y a plus de trafic. D'ailleurs parfois on ne trouve rien dans la cave. Donc moi je suis pour des opérations de présence sur l'espace public, pour montrer que l'Etat est présent, que la police est présente, que la gendarmerie est présente, mais je veux aussi que le travail moins visible, moins visible – quand vous enquêtez vous ne le criez sur les toits tout ce que vous faites pour élucider le meurtre de ces garçons, ou d'un avocat – toutes ces enquêtes sont en cours et aucun renoncement, il n'y aura aucun renoncement, ces enquêtes iront jusqu'au bout. Et l'équipe que j'ai rencontrée, avec les ministres qui m'accompagnent, tout à l'heure, j'ai dit l'équipe, le procureur général, les deux procureurs, le général de la région, mais aussi des DSP, directeur de la police judiciaire, j'ai vu des hommes déterminés, soudés, convaincus sur votre autorité monsieur le préfet de police, parce que ça aussi c'est un changement, le préfet de police de plein exercice. Il a fallu nommer le préfet, il a fallu qu'il s'installe. C'est rare que les préfets quand ils sont nommés soient convoqués à Matignon, que je les reçoive personnellement pour leur dire « voilà la mission que j'attends de vous, au nom de l'Etat ». Et nous nous sommes vus, comme j'ai vu la préfète déléguée à la cohésion sociale, comme j'ai vu le préfet chargé des projets métropolitains, pour fixer la ligne du gouvernement. Et je sais très bien que les responsables que j'ai vus sont parfaitement convaincus de ce qu'ils ont à faire. Ils savent que c'est dur, mais ils sont fiers de servir de l'Etat, et ils sont fiers de servir la République. Alors il faut de la patience. Je comprends que les victimes ou ceux qui sont victimes, ceux qui ont peur me diront « mais on n'attend pas de la patience », ce que je veux leur dire c'est que cette patience est mise au service d'une détermination sans faille, et le renseignement, c'est-à-dire l'investigation pour démanteler, détruire à fond, on en a besoin, et c'est lui qui portera les résultats.

Voilà, je l'ai dit tout à l'heure, on peut fermer les yeux sur tel ou tel quartier qui a l'air calme et qui au fond ne l'est pas ; on connaît ça ; moi j'ai été maire 35 ans, j'ai vu la situation évoluer, je sais ce qu'il en est, je sais quand il n'y a aucun problème je dis « tient c'est bizarre il n'y a aucun problème, alors que normalement il y en a », je connais bien les choses, les élus me l'ont dit, eux aussi ils connaissent le terrain, mais c'est ça que nous savons. Et c'est ça que moi je invite à décrire. Vous êtes un journaliste, vous avez un travail d'information, des faits, mais aussi je sais que vous le faites, des pédagogies, d'explication ; et donc moi je suis venu ici cet après-midi pour dire ce que nous faisons et que la stratégie que nous avons adoptée c'est la bonne, mais il faut qu'elle se mette en œuvre dans la durée. Et ça c'est ce que m'ont dit mes interlocuteurs, les responsables m'ont dit « dans la durée ». C'est pas l'espace d'un mois et puis après on va faire la pause et puis on verra plus tard ; non non. Dans la durée. Monsieur Mazerolle.

### ***OLIVIER MAZEROLLE***

Monsieur le Premier ministre vous dites fermeté contre l'insécurité mais avec quelle stratégie ? Vous avez deux ministres qui sont de fort tempérament, madame Taubira, ministre de la Justice qui est pour les peines de probation ; monsieur Valls, ministre de l'Intérieur, qui n'y croit pas et qui veut que les peines de prison soient appliquées jusqu'au bout. Peut-être que les préfets ici présents connaissent votre stratégie, mais l'opinion publique et nous journalistes nous ne la connaissons pas. Alors choisissez-vous l'option Taubira ou l'option Valls ?

### ***JEAN-MARC AYRAULT***

Mais ce n'est pas comme ça que les choses se posent monsieur Mazerolle, vous le savez très bien. C'est l'efficacité qui nous intéresse. L'efficacité de la police et de la justice au service de la sécurité des Français, en créant toutes les conditions de l'efficacité pour lutter contre la récidive. Et donc le projet de loi de réforme pénale, qui est en cours d'instruction, fait l'objet d'un débat entre les différents membres du gouvernement sous l'autorité du président de la République et la mienne, qui donnera lieu dans quelques jours à un arbitrage et qui a un fil conducteur ; c'est l'efficacité. Et je peux vous dire que...Et c'est normal qu'un ministre de l'Intérieur donne son point de vue comme c'est normal que la garde des Sceaux donne le sien. Moi je ne leur fais pas le reproche. Ce qui est important c'est d'aller jusqu'au bout des choses pour que ce que l'on soumettra au Parlement soit un projet de loi qui soit efficace, pour la sécurité des Français et qui soit efficace pour lutter contre la récidive. Et je ne vais pas développer ce plan aujourd'hui, mais il n'y a qu'un chiffre que je voudrais vous donner, c'est qu'il y a après une peine 80 % de sorties sèches, sèches, c'est-à-dire sans mesure de suivi ou d'accompagnement. Et cela a des conséquences. C'est facile à comprendre. Ca a des conséquences sur la récidive. Alors une fois que j'ai dit ça il faut construire le texte qui va permettre de résoudre cette question. Mais ce que je sais aussi, contrairement à ce que je lis ici ou là, c'est qu'il faut laisser aux magistrats dans le cadre de la politique pénale définie par le gouvernement, les circulaires de politique pénale, la responsabilité d'exercer pleinement leur mission au nom du peuple français avec la décision la mieux adaptée à chaque situation. Et il n'y aura donc pas de peine automatique comme il n'y aura donc pas non plus de libération automatique, ça n'a jamais été envisagé. Donc moi je vous le dis : pas de polémique, pas de facilité d'exploitation du malheur lié à un drame, à un meurtre, à un homicide, à des phénomènes d'insécurité, c'est trop facile. Si pendant dix ans les choses avaient été parfaites et que nous nous arrivions et que tout se serait dégradé comme je ne sais pas par quel enchantement ou mé enchantement, alors on pourrait dire « qu'est-ce qu'ils étaient excellents, qu'est-ce qu'ils étaient bons, ils ont donc le devoir de nous interpeller », mais ceux qui ont échoué ont un devoir de modestie. Et ont un devoir surtout de lucidité. Mais moi ce que je veux c'est la confiance. La confiance des citoyens dans l'Etat, la confiance des citoyens dans l'Etat c'est la capacité de l'Etat avec ses institutions, la police et la justice à garantir leur sécurité. Et ça c'est fondamental. C'est le pacte qui doit être en permanence respecté entre l'Etat et les Français, et c'est à ça que je veillerai comme également le président de la République. Donc je crois que les choses sont parfaitement claires. Merci.